

Une révolution du télétravail à petits pas dans la fonction publique

Aujourd'hui, 42 % des agents publics télétravaillent occasionnellement, contre 22 % avant le début de la crise sanitaire, selon une enquête commandée par l'éditeur de logiciels Wimi. Une large majorité d'agents souhaitent poursuivre l'aventure. Plusieurs freins demeurent néanmoins, comme les problèmes d'équipement ou le manque de confiance des managers.

Il y aura bien un avant et un après-crise en matière de télétravail dans la fonction publique. Selon la deuxième édition du "baromètre du travail ouvert", réalisé par l'éditeur de logiciel Wimi et par Ipsos, la fonction publique se convertit peu à peu au travail à distance.

Désormais 42 % des agents publics déclarent ainsi le pratiquer occasionnellement, contre 22 % avant le premier confinement, au printemps 2020. Par ailleurs, 62 % des agents sondés estiment qu'il y aura "*demain davantage*" de travail à distance et une "*grande majorité*" d'entre eux (70 %, précisément) souhaitent le pratiquer à l'avenir.

À lire aussi :

Vaccination, télétravail, gestes barrières... Les dernières consignes pour la fonction publique

Le "*basculement*" de la fonction publique dans télétravail est toutefois "*moins rapide que dans le privé*", analyse l'étude publiée mardi 14 décembre. À titre d'exemples : 58 % des salariés du privé déclarent télétravailler occasionnellement ou encore les agents publics "*sont deux fois moins nombreux*" que les salariés du privé à télétravailler plus de 2 jours par semaine (8 % pour les premiers contre 16 % pour les seconds).

Retard par rapport au privé

Malgré tout, la "révolution" du télétravail dans la fonction publique est "*encore inaboutie*", souligne Antoine Duboscq, le président fondateur de Wimi. Près de 7 agents publics sur 10 ont en effet "*le sentiment que la fonction publique est en retard sur le secteur privé*" en matière de télétravail. Plusieurs freins sont cités dans l'enquête pour expliquer cela, à commencer le manque d'outils

adéquats, près d'1 agent public sur 2 (48 %) pointant un problème d'équipement (contre 30 % des salariés dans le secteur privé).

Les agents publics *“reconnaissent toutefois que leur organisation a réalisé des efforts pour déployer les bons outils”* afin de faciliter le télétravail. Aujourd'hui, 61 % des sondés le pensent, soit 17 points de plus par rapport au premier baromètre Wimi-Ipsos, publié en novembre 2020 [\[cliquez ici pour consulter notre article sur le sujet\]](#). Le manque d'équipement est en particulier perceptible dans l'hospitalière, où 62 % des agents déclarent que leur organisation n'a pas déployé les bons outils (contre 42 % dans la territoriale et 28 % à l'État).

À lire aussi :

3 jours de télétravail hebdomadaires dans le secteur public pour affronter la cinquième vague

Certains freins culturels demeurent également *“forts”*, comme la culture du présentéisme. Ainsi, 68 % des agents publics interrogés déclarent que les gens restent au bureau pour montrer qu'ils travaillent. Le manque de confiance des managers est également pointé du doigt, comme l'avait fait le gouvernement au plus fort de l'épidémie : 58 % des agents publics sondés pensent que leur direction voit le télétravail d'un mauvais œil et 57 %, que ceux qui travaillent à distance sont considérés comme des *“planqués”*.

** L'étude a été menée en ligne du 4 au 12 novembre auprès d'un échantillon de 500 actifs du secteur public et 500 actifs du secteur privé. C'était donc avant que le Premier ministre, Jean Castex, ne recommande 3 jours de télétravail par semaine dans la fonction publique face à la cinquième vague de Covid-19.*

Un agent public sur 2 ne connaît pas l'accord sur le télétravail

Parmi les agents publics interrogés dans le cadre de cette enquête, 48 % ne connaissent pas l'existence de l'accord sur la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, signé à l'unanimité en juillet dernier. Un accord qui, pour rappel, met notamment l'accent sur la possibilité de télétravailler jusqu'à 3 jours par semaine. Dans le détail, 64 % des agents de l'État le connaissent, contre seulement 43 % des agents de la territoriale et 37 % des agents de l'hospitalière. Malgré cette méconnaissance de l'accord, 80 % des agents publics *“approuvent le fait qu'ils puissent demander à télétravailler jusqu'à 3 jours par semaine”*.

LES DERNIÈRES ACTUALITÉS

PAR BASTIEN SCORDIA

14 décembre 2021, 13:25, mis à jour le 14 décembre 2021, 13:25